Sommaire

I Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité

- * Règlement (CEE) n° 2934/90 du Conseil, du 9 octobre 1990, instituant un droit antidumping définitif sur les importations de roulements à billes originaires de Thaïlande dont le plus grand diamètre extérieur n'excède pas 30 millimètres et portant perception définitive du droit provisoire 1
- * Règlement (CEE) n° 2935/90 du Conseil, du 9 octobre 1990, portant ouverture, pour l'année 1990 et à titre autonome, d'un contingent tarifaire exceptionnel d'importation de viandes bovines de haute qualité, fraîches, réfrigérées ou congelées relevant des codes NC 0201 et 0202, ainsi que de produits relevant des codes NC 0206 10 95 et 0206 29 91 4
- * Règlement (CEE) n° 2936/90 du Conseil, du 9 octobre 1990, modifiant le règlement (CEE) n° 4055/89 fixant, pour 1990, les possibilités de captures de certains stocks de poissons dans la zone de réglementation définie par la convention NAFO 5
- Règlement (CEE) n° 2937/90 de la Commission, du 11 octobre 1990, fixant les prélèvements à l'importation applicables aux céréales, aux farines et aux gruaux et semoules de froment ou de seigle 7
- Règlement (CEE) n° 2938/90 de la Commission, du 11 octobre 1990, fixant les primes s'ajoutant aux prélèvements à l'importation pour les céréales, la farine et le malt 9
- Règlement (CEE) n° 2939/90 de la Commission, du 11 octobre 1990, fixant les prélèvements minimaux à l'importation de l'huile d'olive ainsi que les prélèvements à l'importation des autres produits du secteur de l'huile d'olive 11
- Règlement (CEE) n° 2940/90 de la Commission, du 11 octobre 1990, portant ouverture d'une vente par adjudication permanente pour utilisations dans la Communauté d'alcools d'origine vinique détenus par les organismes d'intervention 14
- Règlement (CEE) n° 2941/90 de la Commission, du 11 octobre 1990, portant ouverture de ventes par adjudications simples à l'exportation d'alcools d'origine vinique détenus par les organismes d'intervention 19

* Règlement (CEE) n° 2942/90 de la Commission, du 10 octobre 1990, concernant l'arrêt de la pêche du merlu par les navires battant pavillon des Pays-Bas	21
* Règlement (CEE) n° 2943/90 de la Commission, du 11 octobre 1990, modifiant le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun	22
Règlement (CEE) n° 2944/90 de la Commission, du 11 octobre 1990, concernant la délivrance de certificats d'importation pour les viandes bovines de haute qualité, fraîches, réfrigérées ou congelées	23
Règlement (CEE) n° 2945/90 de la Commission, du 11 octobre 1990, fixant les prélèvements à l'importation pour le sucre blanc et le sucre brut	24

II *Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité*

Conseil

90/503/CEE :

* Décision du Conseil, du 8 octobre 1990, concernant la mise en application provisoire du procès-verbal agréé modifiant l'accord entre la Communauté économique européenne et la république démocratique socialiste de Sri Lanka sur le commerce des produits textiles	26
Procès-verbal agréé	27

90/504/CEE :

* Directive du Conseil, du 9 octobre 1990, modifiant la directive 79/695/CEE relative à l'harmonisation des procédures de mise en libre pratique des marchandises	28
---	----

I

(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)

RÈGLEMENT (CEE) N° 2934/90 DU CONSEIL

du 9 octobre 1990

instituant un droit antidumping définitif sur les importations de roulements à billes originaires de Thaïlande dont le plus grand diamètre extérieur n'excède pas 30 millimètres et portant perception définitive du droit provisoire

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 2423/88 du Conseil, du 11 juillet 1988, relatif à la défense contre les importations qui font l'objet d'un dumping ou de subventions de la part de pays non membres de la Communauté économique européenne⁽¹⁾, et notamment son article 12,

vu la proposition de la Commission, présentée après consultation au sein du comité consultatif prévu par ledit règlement,

considérant ce qui suit :

A. Mesures provisoires

- (1) Par le règlement (CEE) n° 1613/90⁽²⁾, la Commission a institué un droit antidumping provisoire sur les importations de roulements à billes dont le plus grand diamètre extérieur n'excède pas 30 millimètres, relevant du code NC 8482 10 10 et originaires de Thaïlande.

B. Suite de la procédure

- (2) Après l'institution du droit antidumping provisoire, les deux producteurs/exportateurs (ci-après dénommés « exportateurs ») cités dans le règlement (CEE) n° 1613/90, ainsi que le plaignant, ont chacun demandé et obtenu une audition auprès de la Commission au sujet des conclusions exposées dans ce règlement. Ils ont également présenté des observations écrites exposant leur point de vue sur ces conclusions.

C. Dumping

(i) Valeur normale

- (3) En ce qui concerne la valeur normale, les exportateurs ont contesté les pourcentages de bénéfices utilisés par la Commission dans ses calculs provisoires.
- (4) Ils ont souligné que cette marge bénéficiaire représente une augmentation très sensible comparée aux

pourcentages de bénéfices utilisés dans la procédure précédente, concernant le même produit originaire du même pays, et qu'aucun dumping n'aurait été établi sans cette marge bénéficiaire élevée. Ils ont en outre fait valoir que les ventes sur lesquelles la Commission s'est fondée pour établir la marge bénéficiaire [voir considérant 15 quatrième alinéa du règlement (CEE) n° 1613/90] avaient été effectuées à des prix exceptionnellement élevés à un seul client et que, en conséquence, elles ne devraient pas être prises en considération lors de l'établissement de la marge bénéficiaire à inclure dans la valeur normale construite. À titre subsidiaire, dans le cas où la méthode utilisée dans le règlement (CEE) n° 1613/90 serait confirmée, ils ont demandé que des ajustements soient apportés pour les dépenses effectuées par la société de vente, de Singapour, de leur société mère, Minebea Singapore Ltd, à partir de laquelle les marchandises ont été transférées au premier client indépendant.

- (5) Le Conseil n'accepte pas les arguments des exportateurs.
- (6) Le fait qu'un pourcentage inférieur de bénéfice ait été jugé raisonnable dans une procédure précédente, en fonction de la situation qui prévalait alors, ne rend pas déraisonnable le taux différent établi dans le cas présent sur la base de la nouvelle situation de fait. En outre, les conclusions ne peuvent pas être influencées par la considération que l'utilisation d'une marge bénéficiaire inférieure en l'espèce aurait abouti à une marge de dumping plus faible ou inexistante.
- (7) En ce qui concerne la nature des ventes sur lesquelles la Commission s'est fondée pour établir la marge bénéficiaire pour la valeur normale [considérant 15 quatrième alinéa du règlement (CEE) n° 1613/90], le Conseil admet que ces ventes aient été effectuées à un seul client, mais il fait remarquer que plusieurs types différents de roulements à billes étaient concernés et que les quantités étaient très importantes. En outre, l'affirmation selon laquelle les prix de vente étaient exceptionnellement élevés n'est pas fondée, et aucun élément de preuve concret n'a été présenté par les exportateurs pour étayer cette allégation.

⁽¹⁾ JO n° L 209 du 2. 8. 1988, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 152 du 16. 6. 1990, p. 24.

- (8) De plus, les ajustements demandés pour les dépenses effectuées par les exportateurs sur les ventes décrites audit considérant 15 quatrième alinéa ne peuvent pas être accordés. La marge bénéficiaire utilisée en l'espèce n'est pas un bénéfice réalisé dans un pays tiers en tant que tel, mais a été calculée conformément aux dispositions de l'article 2 paragraphe 3 point b) sous ii) *in fine* du règlement (CEE) n° 2423/88, autrement dit sur une « base raisonnable », cette dernière étant le rapport du prix de vente et du coût unitaire visé au début du considérant 15 cinquième alinéa du règlement (CEE) n° 1613/90. Des ajustements importants à la baisse ont été apportés à ce rapport, mais le Conseil estime qu'il n'y a aucune raison de déduire les dépenses réclamées, étant donné qu'elles n'auraient pas été effectuées si la transaction avait eu lieu en Thaïlande.

(ii) *Prix à l'exportation*

- (9) Aucune observation n'a été formulée en ce qui concerne le prix à l'exportation établi dans le règlement (CEE) n° 1613/90.

(iii) *Comparaison*

- (10) Les exportateurs ont fait valoir que, à des fins de comparaison, la valeur normale devrait être diminuée du montant des droits à l'importation et des taxes payables sur les importations. Les roulements à billes exportés de Thaïlande sont exempts de ces droits et taxes alors que ces derniers sont normalement perçus sur les produits vendus sur le marché intérieur, et les exportateurs ont prétendu qu'un ajustement pour ces montants devrait être effectué au titre des dispositions de l'article 2 paragraphe 10 point b) du règlement (CEE) n° 2423/88.

- (11) Le Conseil n'admet pas l'affirmation de l'exportateur. La valeur normale a été calculée sur le coût réel de production, qui exclut déjà les droits et taxes en question. En conséquence, il n'y a aucune raison de procéder à une déduction quelle qu'elle soit à partir de la valeur normale, étant donné qu'elle a été calculée nette de droits et taxes à l'importation perçus par la suite sur les ventes intérieures.

(iv) *Conclusions*

- (12) Compte tenu des considérations qui précèdent, le Conseil confirme les conclusions sur le dumping exposées dans le règlement (CEE) n° 1613/90.

D. Préjudice

- (13) En ce qui concerne le préjudice, les exportateurs se sont limités à critiquer dans les conclusions de la Commission l'élément relatif au manque de rentabilité, dans la détermination du préjudice, et au bénéfice cible de 15 % utilisé pour le calcul du seuil du préjudice [considérants 34 et 54, respectivement, du règlement (CEE) n° 1613/90].
- (14) Les exportateurs ont soutenu que le niveau du bénéfice était trop élevé et ont fait valoir notam-

ment que l'industrie des roulements à billes nécessite un niveau de dépenses de recherche et de développement inférieur à celui d'autres secteurs ou produits. Ils ont prétendu en outre que la Commission aurait prouvé plus difficilement l'existence du préjudice si un chiffre plus bas pour le bénéfice avait été utilisé pour la production de la Communauté.

- (15) Le Conseil n'accepte pas l'argument des exportateurs selon lequel le bénéfice cible pour la production de la Communauté est trop élevé. Il fait remarquer que la Commission est arrivée au chiffre de 15 % après avoir tenu compte des tendances traditionnelles et des niveaux d'investissement requis en capitaux fixes en recherche et développement, en formation et en commercialisation. En conséquence, le Conseil conclut qu'un bénéfice de 15 % représente un rendement des ventes raisonnable pour la production de la Communauté et que, dès lors, le second argument des exportateurs, relatif à l'absence éventuelle de préjudice si un bénéfice cible inférieur avait été utilisé, ne peut pas être retenu en l'occurrence.

- (16) En conséquence, le Conseil confirme les conclusions auxquelles la Commission est arrivée dans le règlement provisoire en ce qui concerne le préjudice.

E. Causalité du préjudice

- (17) Aucun argument n'a été reçu de la part des exportateurs concernant les conclusions de la Commission sur la causalité du préjudice. En conséquence, le Conseil confirme ces conclusions.

F. Intérêt de la Communauté

- (18) Aucune observation n'a été reçue de la part d'une partie intéressée quelle qu'elle soit sur les considérations de la Commission relatives à l'intérêt de la Communauté, exposées aux considérants 45 et 46 du règlement (CEE) n° 1613/90. En conséquence, le Conseil confirme qu'il est dans l'intérêt de la Communauté que des mesures soient prises contre la concurrence déloyale causée par les importations, à prix de dumping, des roulements à billes originaires de Thaïlande.

G. Droit

- (19) Étant donné que les roulements à billes en question font l'objet d'une taxe à l'exportation perçue par le gouvernement thaïlandais pour éviter l'institution de droits compensateurs [décision 90/266/CEE de la Commission ⁽¹⁾], les exportateurs ont prétendu que l'institution d'un droit antidumping sur les mêmes roulements constituerait une double pénalité pour la même situation, ce qui est contraire aux dispositions de l'article 13 paragraphe 9 du règlement (CEE) n° 2423/88. Leur principal

⁽¹⁾ JO n° L 152 du 16. 6. 1990, p. 59.

argument portait sur l'impact du second type de subvention, à savoir l'exonération de l'impôt sur les sociétés, sur la valeur normale et sur le prix à l'exportation [considérant 53 du règlement (CEE) n° 1613/90]. Ils ont fait valoir qu'il était arbitraire que la Commission suppose que cette subvention avait, sur le prix à l'exportation vers la Communauté, le même effet que sur le prix au premier client indépendant à Singapour, qui a été utilisé pour déterminer la marge bénéficiaire pour la construction de la valeur normale.

- (20) Le Conseil estime cependant qu'il est correct que la Commission suppose qu'une subvention à l'exportation, octroyée de manière égale à toutes les exportations, entraîne la même réduction proportionnelle du prix des exportations vers toutes les destinations. En conséquence, le Conseil rejette les arguments des exportateurs et confirme les conclusions de la Commission en ce qui concerne la combinaison des droits antidumping et des droits compensateurs.

H. Perception des droits provisoires

- (21) Étant donné l'importance des marges de dumping constatées et la gravité du préjudice causé à la production de la Communauté, le Conseil juge

nécessaire que les montants garantis par le droit antidumping provisoire soient perçus intégralement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

1. Il est institué un droit antidumping définitif égal à 6,7 % du prix net, franco frontière de la Communauté, non dédouané, sur les importations de roulements à billes dont le plus grand diamètre extérieur n'excède pas 30 millimètres, relevant du code NC 8482 10 10 et originaires de Thaïlande.

2. Les dispositions en vigueur en matière de droits de douane s'appliquent.

Article 2

Les montants garantis par le droit antidumping provisoire en vertu du règlement (CEE) n° 1613/90 sont perçus définitivement dans leur intégralité.

Article 3

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Luxembourg, le 9 octobre 1990.

Par le Conseil

Le président

P. ROMITA

RÈGLEMENT (CEE) N° 2935/90 DU CONSEIL

du 9 octobre 1990

portant ouverture, pour l'année 1990 et à titre autonome, d'un contingent tarifaire exceptionnel d'importation de viandes bovines de haute qualité, fraîches, réfrigérées ou congelées relevant des codes NC 0201 et 0202, ainsi que de produits relevant des codes NC 0206 10 95 et 0206 29 91

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 43,

vu la proposition de la Commission ⁽¹⁾,vu l'avis du Parlement européen ⁽²⁾,

considérant que les exportations de viandes de haute qualité peuvent contribuer à l'amélioration de l'insuffisance chronique des recettes d'exportation et au développement économique des pays en développement;

considérant en particulier que, pour l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay, les exportations de viandes bovines de haute qualité jouent un rôle déterminant en ce qui concerne l'économie de ces pays; que, d'autre part, il est prévu qu'en 1990 il existe un marché communautaire de viandes bovines de haute qualité;

considérant que, pour les raisons évoquées ci-dessus, il convient d'ouvrir, à titre autonome et exceptionnel, un contingent tarifaire d'importation en provenance de ces trois pays, au droit de 20 %, de 3 000 tonnes de viandes bovines de haute qualité, fraîches, réfrigérées ou congelées, relevant des codes NC 0201 et 0202, ainsi que de produits relevant des codes NC 0206 10 95 et 0206 29 91;

considérant qu'il y a lieu de garantir notamment l'accès égal et continu de tous les opérateurs intéressés de la Communauté au contingent tarifaire et l'application, sans interruption, du taux prévu pour ce contingent tarifaire à toutes les importations de produits en question dans tous les États membres jusqu'à épuisement du volume prévu; que, à cet effet, un système d'utilisation du contingent tarifaire fondé sur la présentation d'un certificat d'authenticité garantissant la nature, la provenance et l'origine des produits se révèle opportun;

considérant que les modalités d'application doivent être arrêtées selon la procédure prévue à l'article 27 du règlement (CEE) n° 805/68 du Conseil, du 27 juin 1968, portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 571/89 ⁽⁴⁾,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

1. Un contingent tarifaire exceptionnel de viandes bovines de haute qualité, fraîches, réfrigérées ou congelées, relevant des codes NC 0201 et 0202, ainsi que de produits relevant des codes NC 0206 10 95 et 0206 29 91, est ouvert pour l'année 1990.

Le volume total de ce contingent tarifaire s'élève à 3 000 tonnes exprimé en poids du produit.

2. Dans le cadre du contingent visé au paragraphe 1, le droit est fixé à 20 %.

Aucun prélèvement n'est applicable audit contingent.

Article 2

Selon la procédure prévue à l'article 27 du règlement (CEE) n° 805/68, sont déterminées les modalités d'application du présent règlement, et notamment :

- a) les dispositions garantissant la nature, la provenance et l'origine des produits en question et prévoyant le document à utiliser à cet effet;
- b) les dispositions relatives à la reconnaissance du document prévu au point a).

Article 3

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Luxembourg, le 9 octobre 1990.

Par le Conseil

Le président

P. ROMITA

⁽¹⁾ JO n° C 51 du 2. 3. 1990, p. 9.
⁽²⁾ JO n° C 231 du 17. 9. 1990.

⁽³⁾ JO n° L 148 du 28. 6. 1968, p. 24.
⁽⁴⁾ JO n° L 61 du 4. 3. 1989, p. 43.

RÈGLEMENT (CEE) N° 2936/90 DU CONSEIL

du 9 octobre 1990

modifiant le règlement (CEE) n° 4055/89 fixant, pour 1990, les possibilités de captures de certains stocks de poissons dans la zone de réglementation définie par la convention NAFO

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 170/83 du Conseil, du 25 janvier 1983, instituant un régime communautaire de conservation et de gestion des ressources de pêche⁽¹⁾, modifié par l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal, et notamment son article 11,

vu la proposition de la Commission,

considérant que, aux termes de l'article 3 du règlement (CEE) n° 170/83, il incombe au Conseil d'établir le total admissible des captures (TAC) par stock ou groupe de stocks, la part disponible pour la Communauté ainsi que les conditions spécifiques dans lesquelles ces captures doivent être effectuées;

considérant que le règlement (CEE) n° 4055/89⁽²⁾ a fixé, pour 1990, les possibilités de captures pour certains stocks ou groupes de stocks de poissons dans la zone de réglementation définie par la convention sur la future coopération multilatérale dans les pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest (convention NAFO);

considérant que, pour 1990, la NAFO a fixé le TAC à 150 000 tonnes pour l'encornet (*Illex*) en ce qui concerne les sous-zones NAFO 3 et 4, sous réserve d'ajustements dûment motivés par des avis scientifiques;

considérant que 16 000 tonnes du TAC ont été allouées à certaines parties à la convention NAFO;

considérant que, pour 1990, la NAFO n'a pas fixé de quota de pêche de l'encornet (*Illex*) pour la Communauté

et le Canada dans les sous-zones NAFO 3 et 4, les quantités allouées à ces parties contractantes n'ayant pas encore été déterminées;

considérant que la somme des quotas de la Communauté et du Canada ne sera pas supérieure à la différence entre le total alloué aux autres parties contractantes et le TAC;

considérant que, dans le cadre de ses obligations internationales prises dans leur ensemble, la Communauté participe à l'effort de conservation des stocks de poissons évoluant dans les eaux internationales;

considérant que les informations scientifiques aujourd'hui disponibles sur les stocks d'encornet (*Illex*) dans les sous-zones NAFO 3 et 4 ne permettent pas d'établir des prévisions concernant les captures pour 1990;

considérant qu'il convient donc de limiter les possibilités communautaires d'exploitation des stocks pour l'année en cours par un TAC de précaution,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Le texte relatif à l'encornet (*Illex*) des sous-zones NAFO 3 et 4 figurant à l'annexe I du règlement (CEE) n° 4055/89 est remplacé par le texte figurant à l'annexe du présent règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Luxembourg, le 9 octobre 1990.

Par le Conseil

Le président

P. ROMITA

⁽¹⁾ JO n° L 24 du 27. 1. 1983, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 389 du 30. 12. 1989, p. 67.

ANNEXE

Stock			État membre	Quota 1990 (en tonnes)
Espèce	Région géographique	Zone		
Encornets (<i>Illex</i>) ⁽¹⁾	Nord-Ouest Atlantique	NAFO sous-zones 3 + 4	Belgique	
			Danemark	
Allemagne				
Grèce				
Espagne				
France				
Irlande				
Italie				
Luxembourg				
Pays-Bas				
Portugal				
Royaume-Uni				
Disponible pour les États membres				
Total CEE	15 000 (?)			

(¹) La date d'ouverture de la pêche de l'encornet (*Illex*) est le 1^{er} juillet 1990.

(²) TAC de précaution.

RÈGLEMENT (CEE) N° 2937/90 DE LA COMMISSION

du 11 octobre 1990

fixant les prélèvements à l'importation applicables aux céréales, aux farines et aux gruaux et semoules de froment ou de seigle

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal,

vu le règlement (CEE) n° 2727/75 du Conseil, du 29 octobre 1975, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1340/90⁽²⁾, et notamment son article 13 paragraphe 5,vu le règlement (CEE) n° 1676/85 du Conseil, du 11 juin 1985, relatif à la valeur de l'unité de compte et aux taux de change à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2205/90⁽⁴⁾, et notamment son article 3,

vu l'avis du comité monétaire,

considérant que les prélèvements applicables à l'importation des céréales, des farines de blé et de seigle et des gruaux et semoules de blé ont été fixés par le règlement (CEE) n° 1801/90 de la Commission⁽⁵⁾ et tous les règlements ultérieurs qui l'ont modifié ;

considérant que, afin de permettre le fonctionnement normal du régime des prélèvements, il convient de retenir pour le calcul de ces derniers :

— pour les monnaies qui sont maintenues entre elles à l'intérieur d'un écart instantané maximal au comptant de 2,25 %, un taux de conversion basé sur leur taux

pivot, affecté du facteur de correction prévu à l'article 3 paragraphe 1 dernier alinéa du règlement (CEE) n° 1676/85,

— pour les autres monnaies, un taux de conversion basé sur la moyenne des taux de l'écu publiés au *Journal officiel des Communautés européennes*, série C, au cours d'une période déterminée et affecté du facteur cité au tiret précédent,

ces cours de change étant ceux constatés le 10 octobre 1990 ;

considérant que le facteur de correction précité affecte tous les éléments de calcul des prélèvements, y compris les coefficients d'équivalence ;

considérant que l'application des modalités rappelées dans le règlement (CEE) n° 1801/90 aux prix d'offre et aux cours de ce jour, dont la Commission a connaissance, conduit à modifier les prélèvements actuellement en vigueur conformément à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

*Article premier*Les prélèvements à percevoir à l'importation des produits visés à l'article 1^{er} points a), b) et c) du règlement (CEE) n° 2727/75 sont fixés à l'annexe.*Article 2*

Le présent règlement entre en vigueur le 12 octobre 1990.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 11 octobre 1990.

Par la Commission

Ray MAC SHARRY

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO n° L 281 du 1. 11. 1975, p. 1.⁽²⁾ JO n° L 134 du 28. 5. 1990, p. 1.⁽³⁾ JO n° L 164 du 24. 6. 1985, p. 1.⁽⁴⁾ JO n° L 201 du 31. 7. 1990, p. 9.⁽⁵⁾ JO n° L 167 du 30. 6. 1990, p. 8.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 11 octobre 1990, fixant les prélèvements à l'importation applicables aux céréales, aux farines et aux gruaux et semoules de froment ou de seigle

(en écus/t)

Code NC	Prélèvements	
	Portugal	Pays tiers
0709 90 60	26,98	138,84 ⁽²⁾ ⁽³⁾
0712 90 19	26,98	138,84 ⁽²⁾ ⁽³⁾
1001 10 10	21,43	192,20 ⁽¹⁾ ⁽³⁾
1001 10 90	21,43	192,20 ⁽¹⁾ ⁽³⁾
1001 90 91	27,45	162,25
1001 90 99	27,45	162,25
1002 00 00	53,04	148,70 ⁽⁶⁾
1003 00 10	44,41	151,63
1003 00 90	44,41	151,63
1004 00 10	36,05	136,76
1004 00 90	36,05	136,76
1005 10 90	26,98	138,84 ⁽²⁾ ⁽³⁾
1005 90 00	26,98	138,84 ⁽²⁾ ⁽³⁾
1007 00 90	44,41	145,45 ⁽⁴⁾
1008 10 00	44,41	55,60
1008 20 00	44,41	112,60 ⁽⁴⁾
1008 30 00	44,41	51,95 ⁽⁵⁾
1008 90 10	(7)	(7)
1008 90 90	44,41	51,95
1101 00 00	51,94	241,07
1102 10 00	86,90	221,69
1103 11 10	46,41	311,10
1103 11 90	55,55	259,11

(1) Pour le froment (blé) dur, originaire du Maroc et transporté directement de ce pays dans la Communauté, le prélèvement est diminué de 0,60 écu par tonne.

(2) Conformément au règlement (CEE) n° 715/90 les prélèvements ne sont pas appliqués aux produits originaires des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ou des pays et territoires d'outre-mer et importés directement dans les départements français d'outre-mer.

(3) Pour le maïs originaire des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ou des pays et territoires d'outre-mer, le prélèvement à l'importation dans la Communauté est diminué de 1,81 écu par tonne.

(4) Pour le millet et le sorgho originaires des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique ou des pays et territoires d'outre-mer, le prélèvement à l'importation dans la Communauté est perçu conformément au règlement (CEE) n° 715/90.

(5) Pour le froment (blé) dur et l'alpiste produits en Turquie et directement transportés de ce pays dans la Communauté, le prélèvement est diminué de 0,60 écu par tonne.

(6) Le prélèvement perçu à l'importation de seigle produit en Turquie et directement transporté de ce pays dans la Communauté est défini par les règlements (CEE) n° 1180/77 du Conseil (JO n° L 142 du 9. 6. 1977, p. 10) et (CEE) n° 2622/71 de la Commission (JO n° L 271 du 10. 12. 1971, p. 22).

(7) Lors de l'importation du produit relevant du code NC 1008 90 10 (triticale), il est perçu le prélèvement applicable au seigle.

RÈGLEMENT (CEE) N° 2938/90 DE LA COMMISSION

du 11 octobre 1990

fixant les primes s'ajoutant aux prélèvements à l'importation pour les céréales, la farine et le malt

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal,

vu le règlement (CEE) n° 2727/75 du Conseil, du 29 octobre 1975, portant organisation commune des marchés dans le secteur des céréales⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1340/90⁽²⁾, et notamment son article 15 paragraphe 6,

vu le règlement (CEE) n° 1676/85 du Conseil, du 11 juin 1985, relatif à la valeur de l'unité de compte et aux taux de change à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2205/90⁽⁴⁾, et notamment son article 3,

vu l'avis du comité monétaire,

considérant que les primes s'ajoutant aux prélèvements pour les céréales et le malt ont été fixées par le règlement (CEE) n° 1802/90 de la Commission⁽⁵⁾ et tous les règlements ultérieurs qui l'ont modifié ;

considérant que, afin de permettre le fonctionnement normal du régime des prélèvements, il convient de retenir pour le calcul de ces derniers :

- pour les monnaies qui sont maintenues entre elles à l'intérieur d'un écart instantané maximal au comptant de 2,25 %, un taux de conversion basé sur leur taux pivot, affecté du facteur de correction prévu à l'article 3 paragraphe 1 dernier alinéa du règlement (CEE) n° 1676/85,

— pour les autres monnaies, un taux de conversion basé sur la moyenne des taux de l'écu publiés au *Journal officiel des Communautés européennes*, série C, au cours d'une période déterminée et affecté du facteur cité au tiret précédent,

ces cours de change étant ceux constatés le 10 octobre 1990 ;

considérant que, en fonction des prix caf et des prix caf d'achat à terme de ce jour, les primes s'ajoutant aux prélèvements actuellement en vigueur doivent être modifiées conformément aux annexes du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

1. Les primes qui s'ajoutent aux prélèvements fixés à l'avance pour les importations de céréales et de malt en provenance du Portugal, visées à l'article 15 du règlement (CEE) n° 2727/75, sont fixées à zéro.

2. Les primes qui s'ajoutent aux prélèvements fixés à l'avance pour les importations de céréales et de malt, en provenance des pays tiers, visées à l'article 15 du règlement (CEE) n° 2727/75, sont fixées à l'annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 12 octobre 1990.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 11 octobre 1990.

Par la Commission

Ray MAC SHARRY

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 281 du 1. 11. 1975, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 134 du 28. 5. 1990, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 164 du 24. 6. 1985, p. 1.

⁽⁴⁾ JO n° L 201 du 31. 7. 1990, p. 9.

⁽⁵⁾ JO n° L 167 du 30. 6. 1990, p. 11.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 11 octobre 1990, fixant les primes s'ajoutant aux prélèvements à l'importation pour les céréales, la farine et le malt

A. Céréales et farines

(en écus / t)

Code NC	Courant 10	1 ^{er} terme 11	2 ^e terme 12	3 ^e terme 1
0709 90 60	0	0	0	0,26
0712 90 19	0	0	0	0,26
1001 10 10	0	0	0	0
1001 10 90	0	0	0	0
1001 90 91	0	0	0	0
1001 90 99	0	0	0	0
1002 00 00	0	0	0	0
1003 00 10	0	0	0	0
1003 00 90	0	0	0	0
1004 00 10	0	0	0	0
1004 00 90	0	0	0	0
1005 10 90	0	0	0	0,26
1005 90 00	0	0	0	0,26
1007 00 90	0	0	0	0
1008 10 00	0	0	0	0
1008 20 00	0	0	0	0
1008 30 00	0	0	0	0
1008 90 90	0	0	0	0
1101 00 00	0	0	0	0

B. Malt

(en écus / t)

Code NC	Courant 10	1 ^{er} terme 11	2 ^e terme 12	3 ^e terme 1	4 ^e terme 2
1107 10 11	0	0	0	0	0
1107 10 19	0	0	0	0	0
1107 10 91	0	0	0	0	0
1107 10 99	0	0	0	0	0
1107 20 00	0	0	0	0	0

RÈGLEMENT (CEE) N° 2939/90 DE LA COMMISSION

du 11 octobre 1990

fixant les prélèvements minimaux à l'importation de l'huile d'olive ainsi que les prélèvements à l'importation des autres produits du secteur de l'huile d'olive

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal,

vu le règlement n° 136/66/CEE du Conseil, du 22 septembre 1966, portant établissement d'une organisation commune des marchés dans le secteur des matières grasses ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2902/89 ⁽²⁾, et notamment son article 16 paragraphe 2,

vu le règlement (CEE) n° 1514/76 du Conseil, du 24 juin 1976, relatif aux importations d'huile d'olive d'Algérie ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) 4014/88 ⁽⁴⁾, et notamment son article 5,

vu le règlement (CEE) n° 1521/76 du Conseil, du 24 juin 1976, relatif aux importations d'huile d'olive du Maroc ⁽⁵⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 4015/88 ⁽⁶⁾, et notamment son article 5,

vu le règlement (CEE) n° 1508/76 du Conseil, du 24 juin 1976, relatif aux importations d'huile d'olive de Tunisie ⁽⁷⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 413/86 ⁽⁸⁾, et notamment son article 5,

vu le règlement (CEE) n° 1180/77 du Conseil, du 17 mai 1977, relatif à l'importation dans la Communauté de certains produits agricoles originaires de Turquie ⁽⁹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 4016/88 ⁽¹⁰⁾, et notamment son article 10 paragraphe 2,

vu le règlement (CEE) n° 1620/77 du Conseil, du 18 juillet 1977, relatif aux importations d'huile d'olive du Liban ⁽¹¹⁾,

considérant que, par son règlement (CEE) n° 3131/78 ⁽¹²⁾, modifié par l'acte d'adhésion de la Grèce, la Commission a décidé le recours à la procédure d'adjudication pour la fixation des prélèvements pour l'huile d'olive ;

considérant que l'article 3 du règlement (CEE) n° 2751/78 du Conseil, du 23 novembre 1978, arrêtant les règles générales relatives au régime de fixation par voie d'adjudication du prélèvement à l'importation d'huile d'olive ⁽¹³⁾, prévoit que le taux du prélèvement minimal

doit être fixé pour chacun des produits concernés sur la base d'un examen de la situation du marché mondial et du marché communautaire, ainsi que des taux de prélèvements indiqués par les soumissionnaires ;

considérant que, lors de la perception du prélèvement, il y a lieu de tenir compte des dispositions figurant dans les accords entre la Communauté et certains pays tiers ; que, notamment, le prélèvement applicable à ces pays doit être fixé en prenant comme base de calcul le prélèvement à percevoir pour les importations des autres pays tiers ;

considérant que l'application des modalités rappelées ci-avant aux taux de prélèvement présentés par les soumissionnaires les 8 et 9 octobre 1990 conduit à fixer les prélèvements minimaux comme il est indiqué à l'annexe I du présent règlement ;

considérant que le prélèvement à percevoir à l'importation des olives des codes NC 0709 90 39 et 0711 20 90 ainsi que des produits relevant des codes NC 1522 00 31, 1522 00 39 et 2306 90 19 doit être calculé à partir du prélèvement minimal applicable à la quantité d'huile d'olive contenue dans ces produits ; que, toutefois, pour les olives le prélèvement perçu ne peut être inférieur à un montant correspondant à 8 % de la valeur du produit importé, ce montant étant fixé forfaitairement ; que l'application de ces dispositions conduit à fixer les prélèvements comme il est indiqué à l'annexe II du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les prélèvements à l'importation d'huile d'olive sont fixés à l'annexe I.

Article 2

Les prélèvements applicables à l'importation des autres produits du secteur de l'huile d'olive sont fixés à l'annexe II.

Article 3

Le présent règlement entre en vigueur le 12 octobre 1990.

⁽¹⁾ JO n° 172 du 30. 9. 1966, p. 3025/66.

⁽²⁾ JO n° L 280 du 29. 9. 1989, p. 2.

⁽³⁾ JO n° L 169 du 28. 6. 1976, p. 24.

⁽⁴⁾ JO n° L 358 du 27. 12. 1988, p. 1.

⁽⁵⁾ JO n° L 169 du 28. 6. 1976, p. 43.

⁽⁶⁾ JO n° L 358 du 27. 12. 1988, p. 2.

⁽⁷⁾ JO n° L 169 du 28. 6. 1976, p. 9.

⁽⁸⁾ JO n° L 48 du 26. 2. 1986, p. 1.

⁽⁹⁾ JO n° L 142 du 9. 6. 1977, p. 10.

⁽¹⁰⁾ JO n° L 358 du 27. 12. 1988, p. 3.

⁽¹¹⁾ JO n° L 181 du 21. 7. 1977, p. 4.

⁽¹²⁾ JO n° L 370 du 30. 12. 1978, p. 60.

⁽¹³⁾ JO n° L 331 du 28. 11. 1978, p. 6.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 11 octobre 1990.

Par la Commission
Ray MAC SHARRY
Membre de la Commission

ANNEXE I

Prélèvements minimaux à l'importation dans le secteur de l'huile d'olive

(en écus / 100 kg)

Code NC	Pays tiers
1509 10 10	77,00 ⁽¹⁾
1509 10 90	77,00 ⁽¹⁾
1509 90 00	89,00 ⁽²⁾
1510 00 10	77,00 ⁽¹⁾
1510 00 90	122,00 ⁽³⁾

⁽¹⁾ Pour les importations des huiles de ce code entièrement obtenues dans l'un des pays ci-dessous et directement transportées de ces pays dans la Communauté, le prélèvement à percevoir est diminué de :

- a) Liban : 0,60 écu par 100 kilogrammes ;
- b) Tunisie : 12,69 écus par 100 kilogrammes à condition que l'opérateur apporte la preuve d'avoir remboursé la taxe à l'exportation instituée par ce pays, sans que, toutefois, ce remboursement ne puisse dépasser le montant de la taxe effectivement instituée ;
- c) Turquie : 22,36 écus par 100 kilogrammes à condition que l'opérateur apporte la preuve d'avoir remboursé la taxe à l'exportation instituée par ce pays, sans que, toutefois, ce remboursement ne puisse dépasser le montant de la taxe effectivement instituée ;
- d) Algérie et Maroc : 24,78 écus par 100 kilogrammes à condition que l'opérateur apporte la preuve d'avoir remboursé la taxe à l'exportation instituée par ce pays, sans que, toutefois, ce remboursement ne puisse dépasser le montant de la taxe effectivement instituée.

⁽²⁾ Pour les importations des huiles de ce code :

- a) entièrement obtenues en Algérie, au Maroc, en Tunisie et transportées directement de ces pays dans la Communauté, le prélèvement à percevoir est diminué de 3,86 écus par 100 kilogrammes ;
- b) entièrement obtenues en Turquie et transportées directement de ce pays dans la Communauté, le prélèvement à percevoir est diminué de 3,09 écus par 100 kilogrammes.

⁽³⁾ Pour les importations des huiles de ce code :

- a) entièrement obtenues en Algérie, au Maroc, en Tunisie et transportées directement de ces pays dans la Communauté, le prélèvement à percevoir est diminué de 7,25 écus par 100 kilogrammes ;
- b) entièrement obtenues en Turquie et transportées directement de ce pays dans la Communauté, le prélèvement à percevoir est diminué de 5,80 écus par 100 kilogrammes.

ANNEXE II

Prélèvements à l'importation des autres produits du secteur de l'huile d'olive

(en écus / 100 kg)

Code NC	Pays tiers
0709 90 39	16,94
0711 20 90	16,94
1522 00 31	38,50
1522 00 39	61,60
2306 90 19	6,16

RÈGLEMENT (CEE) N° 2940/90 DE LA COMMISSION

du 11 octobre 1990

portant ouverture d'une vente par adjudication permanente pour utilisations dans la Communauté d'alcools d'origine vinique détenus par les organismes d'intervention

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 822/87 du Conseil, du 16 mars 1987, portant organisation commune du marché viti-vinicole ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1325/90 ⁽²⁾,vu le règlement (CEE) n° 3877/88 du Conseil, du 12 décembre 1988, établissant les règles générales relatives à l'écoulement des alcools obtenus au titre des distillations visées aux articles 35, 36 et 39 du règlement (CEE) n° 822/87 et détenus par les organismes d'intervention ⁽³⁾, et notamment son article 1^{er} paragraphe 1,considérant que le règlement (CEE) n° 1780/89 de la Commission ⁽⁴⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2568/90 ⁽⁵⁾, a établi les modalités d'application relatives à l'écoulement des alcools obtenus au titre des distillations visées aux articles 35, 36 et 39 du règlement (CEE) n° 822/87 du Conseil et détenus par les organismes d'intervention ;

considérant que, en raison du coût de stockage de l'alcool, il se révèle opportun d'ouvrir une vente par adjudication permanente pour des alcools d'origine vinique provenant des distillations visées aux articles 35, 36 et 39 du règlement (CEE) n° 822/87 et détenus par les organismes d'intervention espagnol, français et italien ;

considérant que, au vu de l'expérience acquise par le règlement (CEE) n° 1781/89 de la Commission ⁽⁶⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 142/90 ⁽⁷⁾, il convient de procéder à une nouvelle adjudication permanente pour la réalisation dans la Communauté de projets de dimension réduite visant à assurer de nouvelles utilisations de l'alcool ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des vins,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Il est procédé à la vente par adjudication permanente d'une quantité totale de 400 000 hectolitres d'alcool

⁽¹⁾ JO n° L 84 du 27. 3. 1987, p. 1.⁽²⁾ JO n° L 132 du 23. 5. 1990, p. 19.⁽³⁾ JO n° L 346 du 15. 12. 1988, p. 7.⁽⁴⁾ JO n° L 178 du 24. 6. 1989, p. 1.⁽⁵⁾ JO n° L 243 du 6. 9. 1990, p. 11.⁽⁶⁾ JO n° L 178 du 24. 6. 1989, p. 10.⁽⁷⁾ JO n° L 16 du 20. 1. 1990, p. 25.

à 100 % vol provenant des distillations visées aux articles 35, 36 et 39 du règlement (CEE) n° 822/87 et détenus par les organismes d'intervention espagnol, français et italien.

L'alcool mis en vente est destiné à des utilisations dans la Communauté conformément à l'article 2 du règlement (CEE) n° 1780/89.

La localisation des cuves concernées, le volume d'alcool contenu dans chacune et la référence à la mesure d'intervention de l'alcool concerné sont repris à l'annexe.

Article 2

La vente a lieu conformément aux dispositions du règlement (CEE) n° 1780/89 et notamment de ses articles 2 à 9 et 29 à 38.

*Article 3*Les numéros des cuves concernées et les conditions spécifiques de l'adjudication permanente ainsi que les noms et adresses des organismes d'intervention seront repris dans des avis d'adjudication partiels qui seront publiés au *Journal officiel des Communautés européennes*, série C.*Article 4*La durée de validité de l'adjudication permanente est fixée à treize mois, à partir de la date de la publication au *Journal officiel des Communautés européennes* de l'adjudication partielle n° 5/90.*Article 5*

1. Si l'utilisation prévue de l'alcool est l'exportation vers les pays tiers sous forme de marchandises, la preuve doit être apportée que durant les deux années précédentes une autorisation a été accordée pour utiliser de l'alcool de pays tiers pour la fabrication sous le régime de perfectionnement actif des mêmes marchandises exportées.

2. Dans le cas visé au paragraphe précédent, l'offre doit indiquer la nature de la marchandise exportée.

*Article 6*Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 11 octobre 1990.

Par la Commission

Ray MAC SHARRY

Membre de la Commission

ANNEXE

États membres	Localisations	Numéro des cuves	Volume en hectolitres d'alcool à 100 % vol	Références Règlement (CEE) n° 822/87	Types d'alcool	Titres alcoométriques (en % vol)
1. France	Société Deulep, 30800 Saint-Gilles-du-Gard	96	4 581	35	neutre	+ 96
		507	4 566	35	neutre	+ 96
		509	9 524	35	neutre	+ 96
		93	4 633	39	neutre	+ 96
	Société Verniers (Narbonne)	102	9 514	35	neutre	+ 96
		109	9 497	35	neutre	+ 96
		546	4 544	35	neutre	+ 96
		104	9 341	39	neutre	+ 96
		106	9 354	39	neutre	+ 96
	Sotherm (Port-Saint-Louis-du-Rhône)	A 6	20 735	35	brut	+ 92
	Gièvres (Selles-sur-Cher)	10	16 909	35	neutre	+ 96
		31	3 971	35	mauvais goût	—
		30	3 183	35	mauvais goût	—
	PROMA, 43, avenue Georges-Brassens, 13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône	C 2	19 538	35	brut	+ 92
	Société Miroline, 14600 Honfleur	23	30 532	35	mauvais goût	—
	Total		160 422			
2. Espagne	Tomelloso (Ciudad Real)	4	16 498	35,36	brut	+ 95
	Villarrobledo (Albacete)	11	44 173	39	neutre	+ 96
	Tarancón (Cuenca)	A 9	25 323	35,36	neutre	+ 96
		Total		85 994		

États membres	Localisations	Numéro des cuves	Volume en hectolitres d'alcool à 100 % vol	Références Règlement (CEE) n° 822/87	Types d'alcool	Titres alcoométriques (en % vol)
3. Italie	F.lli Cipriani SpA, Chizzola di Ala (TN)	155	1 270	35	neutre	+ 96
		156	1 280	35	neutre	+ 96
		157	1 283	35	neutre	+ 96
		158	1 270	35	neutre	+ 96
		159	1 277	35	neutre	+ 96
		160	1 280	35	neutre	+ 96
		74	826	35	neutre	+ 96
		76	944	35	neutre	+ 96
		103	376	35	neutre	+ 96
		104	373	35	neutre	+ 96
	Distilleria del Salento SpA, Gallipoli (LE) via Indipendenza Materdomini di Nocera Superiore (SA)	6 à 20	10 000	35	neutre	+ 96
	Distilleria Vitrano SpA, Balestrate (PA)					
	— via Grassa, Mazara del Vallo (TP)	8	9 244	35	neutre	+ 96
	— contrada Piano Milano (PA)	7	930	35	neutre	+ 96
	Distilleria Bertolino SpA, Partinico (PA), contrada Percianotta, Agro di Monreale (PA)	1/A 3/A	9 500 9 500	35 35	neutre neutre	+ 96 + 96
	Distilleria Vitrano SpA, Balestrate (PA) contrada Piano Milano, Partinico (PA)	8 7	977 9 348	36 36	neutre neutre	+ 96 + 96
	GE. DIS. SpA, Marsala (TP)	B/5	8 881	36	neutre	+ 96
	— contrada Bartolotta, Marsala	A/6	630	36	neutre	+ 96
	— Lungomare Mediterraneo 31, Marsala (TP)	H/3	487	36	neutre	+ 96
	Distilleria Bertolino SpA, Partinico (PA) contrada Pollastra, Partinico (PA)	3/A B/2 - B/12 F/12 - B/3 B/4	10 050 8 750	36 35	neutre mauvais goût	+ 96 —
	Neri s.a.s. via S. Silvestro n. 6, Faenza (RA)	1 3 7	3 604 3 601 3 603	39 39 39	neutre neutre neutre	+ 96 + 96 + 96

États membres	Localisations	Numéro des cuves	Volume en hectolitres d'alcool à 100 % vol	Références Règlement (CEE) n° 822/87	Types d'alcool	Titres alcoométriques (en % vol)	
Italie (suite)	Distilleria Bonollo SpA, Formigine (MO) località Paduni Anagni (FR)	23	5 046	39	neutre	+ 96	
		13	3 360	39	neutre	+ 96	
		5	909	39	mauvais goût	—	
		8	777	39	mauvais goût	—	
	Caviro Soc. coop., via Convertite n. 14/13, Faenza (RA)	73	1 715	39	mauvais goût	—	
		82	1 826	39	neutre	+ 96	
		85	1 817	39	neutre	+ 96	
		220	1 755	39	mauvais goût	—	
		87	1 822	39	neutre	+ 96	
		88	1 796	39	neutre	+ 96	
	Distilleria Mazzari SpA, via Giardino 10, S. Agata sul Santerno (RA)	V-1310	1 789	39	neutre	+ 96	
		V-1311	1 084	39	neutre	+ 96	
		V-1308	1 907	39	neutre	+ 96	
		V-1162	1 513	39	neutre	+ 96	
		V-1313	1 559	39	mauvais goût	—	
		V-1352	2 182	39	neutre	+ 96	
	Distilleria G. Di Lorenzo s.r.l., Ponte Valleceppi (PG) località Pontenuovo di Torgiano (PG)	17	320	39	mauvais goût	—	
		5	4 019	39	neutre	+ 96	
		6	8 357	39	neutre	+ 96	
		19	325	39	mauvais goût	—	
		23	422	39	mauvais goût	—	
	SODIME SpA, Napoli, Oliveto Citra (SA)	3.2.2	6 918	39	neutre	+ 96	
		3.3.2	3 082	39	mauvais goût	—	
		Total		153 584			
	TOTAL GÉNÉRAL			400 000			

RÈGLEMENT (CEE) N° 2941/90 DE LA COMMISSION

du 11 octobre 1990

portant ouverture de ventes par adjudications simples à l'exportation d'alcools d'origine vinique détenus par les organismes d'intervention

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 822/87 du Conseil, du 16 mars 1987, portant organisation commune du marché vitivinicole ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1325/90 ⁽²⁾,vu le règlement (CEE) n° 3877/88 du Conseil, du 12 décembre 1988, établissant les règles générales relatives à l'écoulement des alcools obtenus au titre des distillations visées aux articles 35, 36 et 39 du règlement (CEE) n° 822/87 et détenus par les organismes d'intervention ⁽³⁾,considérant que le règlement (CEE) n° 1780/89 de la Commission ⁽⁴⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2568/90 ⁽⁵⁾, a établi les modalités d'application relatives à l'écoulement des alcools obtenus au titre des distillations visées aux articles 35, 36 et 39 du règlement (CEE) n° 822/87 et détenus par les organismes d'intervention ;

considérant que, en raison du coût de stockage de l'alcool, il se révèle opportun d'ouvrir des ventes par adjudications simples pour des alcools d'origine vinique provenant des distillations visées aux articles 35, 36 et 39 du règlement (CEE) n° 822/87 et détenus par les organismes d'intervention espagnol, français et italien ;

considérant qu'il convient de procéder à des adjudications simples pour l'exportation d'alcool vers certains pays tiers en vue d'une utilisation finale dans le secteur des carburants ; qu'il convient de donner à ces pays l'assurance d'une meilleure continuité dans les approvisionnements ;

considérant que les adjudications d'alcool ouvertes par le présent règlement visent certains pays tiers à destination desquels une exportation d'alcool vinique présente une certaine garantie quant à la non-perturbation du marché de l'alcool et des boissons spiritueuses ; que, en conséquence, il est possible d'adapter le niveau et les modalités de levée de la garantie de bonne exécution ;

considérant que les mesures prévues au présent règlement sont conformes à l'avis du comité de gestion des vins,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

1. Il est procédé à la vente, par quatre adjudications simples numérotées de 50/90 à 53/90, d'une quantité

totale de 200 000 hectolitres d'alcool à 100 % vol provenant des distillations visées aux articles 35, 36 et 39 du règlement (CEE) n° 822/87 et détenus par les organismes d'intervention espagnol, français et italien. Chacune des quatre adjudications simples porte sur une quantité de 50 000 hectolitres d'alcool à 100 % vol.

2. L'alcool mis en vente :

- est destiné à l'exportation hors de la Communauté économique européenne,
- doit être importé et déshydraté dans un des pays tiers suivants :

- Guatemala,
 - Belize,
 - Honduras, y compris les îles Swan,
 - El Salvador,
 - Costa Rica,
 - Saint-Christophe-et-Nevis,
 - Haïti,
 - Bahamas,
 - république Dominicaine,
 - Antigua et Barbude,
 - Dominique,
 - îles Vierges britanniques et Montserrat,
 - Jamaïque,
 - Sainte-Lucie,
 - Saint-Vincent, y compris les îles Grenadines du Nord,
 - Barbade,
 - Trinité et Tobago,
 - Grenade, y compris les îles Grenadines du Sud,
 - Aruba,
 - Antilles néerlandaises (Curaçao, Bonaire, Saint-Eustache, Saba et la partie méridionale de Saint-Martin),
 - Guyana,
 - îles Vierges des États-Unis,
- doit être utilisé uniquement dans le secteur des carburants.

Article 2

La localisation et les références des cuves concernées, le volume d'alcool contenu dans chacune des cuves, le titre alcoométrique et les caractéristiques de l'alcool sont mentionnés dans chacun des avis d'adjudication simple numérotés de 50/90 à 53/90.

⁽¹⁾ JO n° L 84 du 27. 3. 1987, p. 1.⁽²⁾ JO n° L 132 du 23. 5. 1990, p. 19.⁽³⁾ JO n° L 346 du 15. 12. 1988, p. 7.⁽⁴⁾ JO n° L 178 du 24. 6. 1989, p. 1.⁽⁵⁾ JO n° L 243 du 6. 9. 1990, p. 11.

Article 3

La vente a lieu conformément aux dispositions du règlement (CEE) n° 1780/89 et notamment de ses articles 10 à 17 et 29 à 38.

Toutefois, en ce qui concerne la garantie de bonne exécution et pour une quantité d'alcool enlevée des entrepôts de stockage d'un organisme d'intervention :

- la moitié de cette garantie est libérée par l'organisme d'intervention détenteur de l'alcool concerné par cet enlèvement lorsque l'adjudicataire apporte la preuve de mise sous contrôle douanier de cette quantité sur le territoire d'un des pays tiers visés à l'article 1^{er} paragraphe 2,
- le reste de celle-ci est libéré conformément à l'article 33 paragraphe 3 point b) du règlement (CEE) n° 1780/89.

En outre, pour être recevable, une offre doit comporter l'indication du lieu d'utilisation finale de l'alcool adjudgé et l'engagement du soumissionnaire de respecter cette destination.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 11 octobre 1990.

Article 4

Les conditions spécifiques des quatre adjudications simples ainsi que les noms et les adresses des organismes d'intervention concernés sont repris dans les avis d'adjudication simple numérotés de 50/90 à 53/90 et publiés au *Journal officiel des Communautés européennes*, série C.

Article 5

La date limite pour la remise des offres à l'adresse indiquée dans l'avis d'adjudication est fixée au 5 novembre 1990, à 12 heures, heure de Bruxelles.

Article 6

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Par la Commission

Ray MAC SHARRY

Membre de la Commission

RÈGLEMENT (CEE) N° 2942/90 DE LA COMMISSION

du 10 octobre 1990

concernant l'arrêt de la pêche du merlu par les navires battant pavillon des Pays-Bas

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 2241/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, établissant certaines mesures de contrôle à l'égard des activités de pêche⁽¹⁾, modifié par le règlement (CEE) n° 3483/88⁽²⁾, et notamment son article 11 paragraphe 3,

considérant que le règlement (CEE) n° 4047/89 du Conseil, du 19 décembre 1989, fixant, pour certains stocks et groupes de stocks de poissons, les totaux admissibles des captures pour 1990 et certaines conditions dans lesquelles ils peuvent être pêchés⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1887/90⁽⁴⁾, prévoit des quotas de merlu pour 1990;

considérant que, afin d'assurer le respect des dispositions relatives aux limitations quantitatives des captures d'un stock soumis à quota, il est nécessaire que la Commission fixe la date à laquelle les captures effectuées par les navires battant pavillon d'un État membre sont réputées avoir épuisé le quota attribué;

considérant que, selon les informations communiquées à la Commission, les captures de merlu dans les eaux des divisions CIEM II a (zone CE) et IV (zone CE) par des navires battant pavillon des Pays-Bas ou enregistrés aux Pays-Bas ont atteint le quota attribué pour 1990; que les

Pays-Bas ont interdit la pêche de ce stock à partir du 17 septembre 1990; qu'il convient dès lors de retenir cette date,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Les captures de merlu dans les eaux des divisions CIEM II a (zone CE) et IV (zone CE) effectuées par les navires battant pavillon des Pays-Bas ou enregistrés aux Pays-Bas sont réputées avoir épuisé le quota attribué aux Pays-Bas pour 1990.

La pêche du merlu dans les eaux des divisions CIEM II a (zone CE) et IV (zone CE) effectuée par des navires battant pavillon des Pays-Bas ou enregistrés aux Pays-Bas est interdite, ainsi que la conservation à bord, le transbordement et le débarquement de ce stock capturé par ces navires après la date d'application de ce règlement.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Il est applicable à partir du 17 septembre 1990.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 10 octobre 1990.

Par la Commission

Manuel MARÍN

Vice-président

⁽¹⁾ JO n° L 207 du 29. 7. 1987, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 306 du 11. 11. 1988, p. 2.

⁽³⁾ JO n° L 389 du 30. 12. 1989, p. 1.

⁽⁴⁾ JO n° L 172 du 5. 7. 1990, p. 1.

RÈGLEMENT (CEE) N° 2943/90 DE LA COMMISSION

du 11 octobre 1990

modifiant le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 2658/87 du Conseil, du 23 juillet 1987, relatif à la nomenclature tarifaire et statistique et au tarif douanier commun ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2472/90 de la Commission ⁽²⁾, et notamment son article 9,

considérant que les concentrés de protéines du lait peuvent être classés soit dans le chapitre 4 de la nomenclature combinée, soit dans le chapitre 35; que la nomenclature combinée n'a pas défini de ligne de démarcation entre ces deux chapitres; qu'il convient, afin d'assurer une application uniforme de la nomenclature combinée de préciser les critères pour le classement desdits concentrés dans l'un ou l'autre desdits chapitres; qu'il apparaît que la teneur en protéines peut constituer un critère valable à cet égard; qu'il est nécessaire d'introduire dans le chapitre 35 de la nomenclature combinée une note complémentaire appropriée; qu'il convient de modifier le règlement (CEE) n° 2658/87 en conséquence;

considérant que les dispositions du présent règlement sont conformes à l'avis du comité de la nomenclature,

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 11 octobre 1990.

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Dans le chapitre 35 de la nomenclature combinée annexée au règlement (CEE) n° 2658/87, la note complémentaire suivante est insérée :

« Note complémentaire

2. Relèvent notamment de la position 3504 les concentrés de protéines du lait contenant, en poids calculé sur matière sèche, plus de 85 % de protéines. »

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur six semaines après sa publication au *Journal officiel des Communautés européennes*.

Par la Commission

Christiane SCRIVENER

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 256 du 7. 9. 1987, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 247 du 10. 9. 1990, p. 1.

RÈGLEMENT (CEE) N° 2944/90 DE LA COMMISSION

du 11 octobre 1990

concernant la délivrance de certificats d'importation pour les viandes bovines de haute qualité, fraîches, réfrigérées ou congelées

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,
vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu le règlement (CEE) n° 3891/89 du Conseil, du 11 décembre 1989, portant ouverture d'un contingent tarifaire communautaire pour les viandes bovines de haute qualité, fraîches, réfrigérées ou congelées des codes NC 0201 et 0202 et les produits des codes NC 0206 10 95 et 0206 29 91⁽¹⁾, et notamment son article 2,

considérant que le règlement (CEE) n° 3948/89 de la Commission, du 20 décembre 1989, établissant les modalités d'application des régimes d'importation prévues par les règlements (CEE) n° 3891/89 et (CEE) n° 3892/89 du Conseil dans le secteur de la viande bovine⁽²⁾, dispose en son article 7 que les demandes et la délivrance des certificats d'importation des viandes visées en son article 1^{er} paragraphe 1 point d) ont lieu conformément aux dispositions des articles 12 et 15 du règlement (CEE) n° 2377/80 de la Commission, du 4 septembre 1980, portant modalités particulières d'application du régime des certificats d'importation et d'exportation dans le secteur de la viande bovine⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1618/90⁽⁴⁾;

considérant que le règlement (CEE) n° 3948/89, à son article 1^{er} paragraphe 1 point d), a fixé à 10 000 tonnes la quantité de viandes bovines de haute qualité, fraîches,

réfrigérées ou congelées, originaires et en provenance des États-Unis d'Amérique et du Canada, pouvant être importées à des conditions spéciales pour l'année 1990;

considérant qu'il y a lieu de rappeler que les certificats prévus par le présent règlement ne peuvent être utilisés pendant toute leur durée de validité que sous réserve des régimes existant en matière vétérinaire,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

1. Chaque demande de certificat d'importation, déposée du 1^{er} au 5 octobre 1990 pour les viandes bovines de haute qualité, fraîches, réfrigérées ou congelées, visées à l'article 1^{er} paragraphe 1 point d) du règlement (CEE) n° 3948/89, est satisfaite intégralement.

2. Des demandes de certificats peuvent être déposées, conformément à l'article 12 du règlement (CEE) n° 2377/80, au cours des cinq premiers jours du mois de novembre 1990 pour 9 695 tonnes.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 12 octobre 1990.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 11 octobre 1990.

Par la Commission

Ray MAC SHARRY

Membre de la Commission

⁽¹⁾ JO n° L 378 du 27. 12. 1989, p. 19.

⁽²⁾ JO n° L 379 du 28. 12. 1989, p. 32.

⁽³⁾ JO n° L 241 du 13. 9. 1980, p. 5.

⁽⁴⁾ JO n° L 152 du 16. 6. 1990, p. 39.

RÈGLEMENT (CEE) N° 2945/90 DE LA COMMISSION

du 11 octobre 1990

fixant les prélèvements à l'importation pour le sucre blanc et le sucre brut

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne,

vu l'acte d'adhésion de l'Espagne et du Portugal,

vu le règlement (CEE) n° 1785/81 du Conseil, du 30 juin 1981, portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre ⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1069/89 ⁽²⁾, et notamment son article 16 paragraphe 8,considérant que les prélèvements applicables à l'importation de sucre blanc et de sucre brut ont été fixés par le règlement (CEE) n° 2547/90 de la Commission ⁽³⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 2924/90 ⁽⁴⁾;

considérant que l'application des règles et modalités rappelées dans le règlement (CEE) n° 2547/90 aux données dont la Commission a connaissance conduit à modifier les prélèvements actuellement en vigueur conformément à l'annexe du présent règlement,

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

Article premier

Les prélèvements à l'importation visés à l'article 16 paragraphe 1 du règlement (CEE) n° 1785/81 sont, pour le sucre brut de la qualité type et le sucre blanc, fixés à l'annexe.

Article 2

Le présent règlement entre en vigueur le 12 octobre 1990.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 11 octobre 1990.

Par la Commission

Ray MAC SHARRY

Membre de la Commission⁽¹⁾ JO n° L 177 du 1. 7. 1981, p. 4.⁽²⁾ JO n° L 114 du 27. 4. 1989, p. 1.⁽³⁾ JO n° L 237 du 1. 9. 1990, p. 102.⁽⁴⁾ JO n° L 279 du 11. 10. 1990, p. 30.

ANNEXE

du règlement de la Commission, du 11 octobre 1990, fixant les prélèvements à l'importation pour le sucre blanc et le sucre brut

(en écus/100 kg)

Code NC	Montant du prélèvement
1701 11 10	37,90 ⁽¹⁾
1701 11 90	37,90 ⁽¹⁾
1701 12 10	37,90 ⁽¹⁾
1701 12 90	37,90 ⁽¹⁾
1701 91 00	44,36
1701 99 10	44,36
1701 99 90	44,36 ⁽²⁾

⁽¹⁾ Le présent montant est applicable au sucre brut d'un rendement de 92 %. Si le rendement du sucre brut importé s'écarte de 92 %, le montant du prélèvement applicable est calculé conformément aux dispositions de l'article 2 du règlement (CEE) n° 837/68 de la Commission (JO n° L 151 du 30. 6. 1968, p. 42).

⁽²⁾ Le présent montant, conformément aux dispositions de l'article 16 paragraphe 2 du règlement (CEE) n° 1785/81, est également applicable aux sucres obtenus à partir du sucre blanc et du sucre brut additionnés de substances autres que les aromatisants ou les colorants.

II

(Actes dont la publication n'est pas une condition de leur applicabilité)

CONSEIL

DÉCISION DU CONSEIL

du 8 octobre 1990

concernant la mise en application provisoire du procès-verbal agréé modifiant l'accord entre la Communauté économique européenne et la république démocratique socialiste de Sri Lanka sur le commerce des produits textiles

(90/503/CEE)

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 113,

vu la proposition de la Commission,

considérant que, dans l'attente de l'accomplissement des procédures nécessaires à sa conclusion, l'accord entre la Communauté économique européenne et la république démocratique socialiste de Sri Lanka sur le commerce des produits textiles, paraphé le 31 mai 1986, est appliqué à titre provisoire depuis le 1^{er} janvier 1987, conformément, en ce qui concerne la Communauté, à la décision 87/459/CEE⁽¹⁾;

considérant que l'accord prévoit la possibilité de réexaminer les ajustements quantitatifs apportés aux quotas de certaines catégories, afin de tenir compte de l'introduction du système harmonisé;

considérant que, à l'issue des consultations qui ont eu lieu entre la Communauté et le Sri Lanka, un procès-verbal agréé modifiant les quotas des produits des catégories 6, 7, 8 et 21 fixés dans l'accord a été paraphé le 6 mars 1990;

considérant que, en attendant l'accomplissement des procédures nécessaires à la conclusion de l'accord et des autres procès-verbaux agréés, il convient d'appliquer à titre provisoire le procès-verbal agréé du 6 mars 1990 à partir du 1^{er} janvier 1990, sous réserve d'une application provisoire réciproque par la république démocratique socialiste de Sri Lanka,

DÉCIDE :

Article premier

Dans l'attente de l'accomplissement des procédures nécessaires à leur conclusion, le procès-verbal agréé du 6 mars 1990 modifiant l'accord entre la Communauté économique européenne et la république démocratique socialiste de Sri Lanka sur le commerce des produits textiles est appliqué à titre provisoire dans la Communauté, à partir du 1^{er} janvier 1990, sous réserve d'une application provisoire réciproque par la république démocratique socialiste de Sri Lanka.

Le texte du procès-verbal agréé est joint à la présente décision.

Article 2

La Commission est invitée à recueillir l'accord du gouvernement de la république démocratique socialiste de Sri Lanka sur l'application provisoire du procès-verbal agréé visé à l'article 1^{er} et à le communiquer au Conseil.

Fait à Luxembourg, le 8 octobre 1990.

Par le Conseil

Le président

E. RUBBI

⁽¹⁾ JO n° L 255 du 5. 9. 1987, p. 85.

PROCÈS-VERBAL AGRÉÉ

1. Des délégations de la Communauté économique européenne et de la république démocratique socialiste de Sri Lanka se sont réunies à Colombo les 5 et 6 mars 1990 pour engager des consultations conformément à l'article 16 de l'accord entre la Communauté économique européenne et le Sri Lanka sur le commerce des produits textiles, paraphé le 31 mai 1986. Les consultations ont eu lieu parce que le Sri Lanka avait demandé que soient adaptés les niveaux de limitation fixés pour certains produits figurant dans l'accord, à la suite de l'introduction de la nomenclature combinée basée sur le système harmonisé le 1^{er} janvier 1988.
2. À la suite de ces consultations, les deux parties sont convenues d'adapter comme suit les niveaux de limitation fixés à l'annexe II de l'accord pour les catégories 6, 7, 8 et 21 :

(1 000 pièces)

Catégorie	Année	
	1990	1991
6	4 115	4 385
7	6 736	7 146
8	5 290	5 657
21	4 230	4 548

3. Ces adaptations ont pour effet de satisfaire définitivement toutes les demandes présentées par les autorités de Sri Lanka en vue d'obtenir des compensations dans le cadre de l'accord bilatéral à la suite de l'introduction de la nomenclature combinée basée sur le système harmonisé.

Colombo, le 6 mars 1990.

H. WICKRAMASINGHE

*Pour la république démocratique
socialiste de Sri Lanka*

K.P. SCHMALLENBACH

*Pour la Communauté économique
européenne*

DIRECTIVE DU CONSEIL

du 9 octobre 1990

modifiant la directive 79/695/CEE relative à l'harmonisation des procédures de mise en libre pratique des marchandises

(90/504/CEE)

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 100 A,

vu la proposition de la Commission ⁽¹⁾,en coopération avec le Parlement européen ⁽²⁾,vu l'avis du Comité économique et social ⁽³⁾,

considérant que, en ce qui concerne les procédures de mise en libre pratique des marchandises, la directive 79/695/CEE ⁽⁴⁾, modifiée en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 4046/89 ⁽⁵⁾, prévoit, en son titre II, des régimes particuliers comportant notamment, sous les rubriques A, B et C, des dispositions relatives à la dispense de la déclaration écrite, à l'établissement des déclarations globales, périodiques ou récapitulatives et à l'octroi de la mainlevée des marchandises avant dépôt de la déclaration relative à ces dernières ;

considérant que ces dispositions indiquent de quelle façon et dans quelles conditions les autorités compétentes peuvent accorder le bénéfice des procédures simplifiées de mise en libre pratique ;

considérant qu'il convient de définir avec toute la précision possible les conditions dans lesquelles les importateurs ont le droit de bénéficier de ces procédures ; qu'il y a lieu de distinguer deux types de procédure, à savoir la procédure de domiciliation et la procédure de déclaration simplifiée ;

considérant que, lorsque des marchandises sont mises en libre pratique après avoir été placées sous un régime douanier économique, des dispositions communautaires spécifiques s'appliquent ;

considérant que les procédures simplifiées de mise en libre pratique sont d'une importance économique considérable pour l'union douanière et le marché intérieur ; que, dans un marché unique, les importateurs doivent pouvoir bénéficier des mêmes facilités quel que soit le lieu où s'effectue la mise en libre pratique d'une marchandise ;

considérant qu'il convient de modifier en conséquence la directive 79/695/CEE,

A ARRÊTÉ LA PRÉSENTE DIRECTIVE :

Article premier

La directive 79/695/CEE est modifiée comme suit :

1) Les articles 16 à 20 sont remplacés par les textes suivants :

« Article 16

Sauf dispositions contraires des articles 16 *bis* à 22, le titre I s'applique aux procédures particulières prévues par ces articles.

Article 16 bis

Sans préjudice des dispositions particulières prévues pour les envois de la poste aux lettres et des colis postaux, et à l'exception de cas où une licence, un permis ou un certificat d'importation doit être présenté, les marchandises importées à des fins non commerciales, ainsi que les marchandises de faible valeur, ne font pas l'objet d'une déclaration écrite dans les cas et dans les conditions qui seront déterminés selon la procédure prévue à l'article 26 paragraphes 2 et 3.

Article 17

1. La procédure de domiciliation permet la mise en libre pratique des marchandises dans les locaux de l'intéressé ou dans d'autres lieux désignés ou agréés par les autorités compétentes.

La procédure de déclaration simplifiée permet la mise en libre pratique des marchandises sur présentation d'une déclaration simplifiée, avec présentation ultérieure d'une déclaration complémentaire pouvant revêtir, le cas échéant, un caractère global, périodique ou récapitulatif.

2. Les procédures visées au paragraphe 1 s'appliquent conformément aux articles 18 à 20 *bis* et ne font pas obstacle à l'exercice, par le service des douanes, de tous contrôles que celui-ci estime nécessaires pour assurer la régularité des opérations.

PROCÉDURE DE DOMICILIATION

Article 18

L'autorisation de la procédure de domiciliation est accordée, aux conditions et selon les modalités prévues aux articles 18 *bis*, 18 *ter* et 18 *quater*, à toute

⁽¹⁾ JO n° C 235 du 13. 9. 1989, p. 16.

⁽²⁾ JO n° C 38 du 19. 2. 1990, p. 49, et JO n° C 260 du 15. 10. 1990.

⁽³⁾ JO n° C 62 du 12. 3. 1990, p. 5.

⁽⁴⁾ JO n° L 205 du 13. 8. 1979, p. 19.

⁽⁵⁾ JO n° L 388 du 30. 12. 1989, p. 24.

personne qui désire faire procéder à la mise en libre pratique des marchandises dans ses propres locaux ou dans d'autres lieux désignés ou agréés par les autorités compétentes et qui présente à celles-ci, à cet effet, une demande écrite comprenant tous les éléments nécessaires en vue de l'octroi de l'autorisation :

- pour les marchandises qui sont soumises au régime du transit communautaire et pour lesquelles la personne visée ci-dessus bénéficie d'un allègement des formalités à accomplir au bureau de destination, conformément aux articles 71 à 77 du règlement (CEE) n° 1062/87 de la Commission⁽¹⁾, modifié en dernier lieu par le règlement (CEE) n° 1159/89⁽²⁾,
- pour les marchandises précédemment placées sous un régime douanier économique, sans préjudice des dispositions spécifiques applicables en la matière,
- pour les marchandises acheminées, après leur présentation en douane, conformément à l'article 5 du règlement (CEE) n° 4151/88⁽³⁾, dans lesdits locaux ou lieux selon une procédure de transit autre que celle visée au premier tiret,
- pour les marchandises introduites dans le territoire douanier de la Communauté avec dispense de passage par un bureau de douane, conformément à l'article 6 point b) du règlement (CEE) n° 4151/88.

⁽¹⁾ JO n° L 107 du 22. 4. 1987, p. 1.

⁽²⁾ JO n° L 119 du 29. 4. 1989, p. 1.

⁽³⁾ JO n° L 367 du 31. 12. 1988, p. 1.

Article 18 bis

1. L'autorisation visée à l'article 18 est accordée :

- pour autant que les écritures de la personne qui en fait la demande permettent aux autorités douanières d'effectuer un contrôle efficace, et notamment un contrôle *a posteriori*,
- pour autant qu'un contrôle efficace du respect des interdictions ou restrictions d'importation ou d'autres dispositions régissant la mise en libre pratique puisse être garanti.

2. L'autorisation est en principe refusée lorsque la personne qui en fait la demande :

- a commis une infraction grave ou des infractions répétées à la réglementation douanière,
- ne procède que de façon occasionnelle à des opérations de mise en libre pratique.

3. L'autorisation est révoquée lorsque :

- a) une condition d'octroi n'est pas ou n'est plus remplie
ou
- b) son titulaire ne se conforme pas à l'une quelconque des obligations qui lui incombent.

Toutefois, l'autorité douanière peut renoncer à révoquer l'autorisation lorsque :

- son titulaire se conforme aux obligations qui lui incombent dans un délai éventuellement fixé par l'autorité douanière
ou
- le manquement est resté sans conséquence réelle sur le fonctionnement correct du régime.

4. L'autorisation est en principe également révoquée lorsque le cas visé au paragraphe 2 premier tiret se présente.

5. L'autorisation peut être révoquée lorsque le cas visé au paragraphe 2 deuxième tiret se présente.

6. Les décisions de rejet ou de révocation sont motivées par les autorités douanières.

Article 18 ter

1. Afin de permettre aux autorités compétentes de s'assurer de la régularité des opérations, le titulaire de l'autorisation visée à l'article 18 est tenu, dès l'arrivée des marchandises dans les lieux désignés à cet effet :

- a) de communiquer cette arrivée aux autorités compétentes, dans la forme et selon les modalités fixées par celles-ci, aux fins d'obtenir mainlevée des marchandises ;
- b) d'inscrire les marchandises dans ses écritures. Cette inscription peut être remplacée par toute autre formalité prévue par les autorités compétentes et présentant des garanties analogues. Elle doit comporter l'indication de la date à laquelle elle a lieu ainsi que les énonciations nécessaires à l'identification des marchandises. L'inscription ou l'acte en tenant lieu ont la même valeur juridique que l'acceptation de la déclaration visée à l'article 3 ;
- c) de tenir à la disposition des autorités compétentes tous documents à la présentation desquels est subordonnée, le cas échéant, l'application des dispositions communautaires régissant la mise en libre pratique des marchandises.

2. Pour autant que le contrôle de la régularité des opérations n'en soit pas affecté, les autorités compétentes peuvent :

- a) permettre que la communication visée au paragraphe 1 point a) soit faite dès que l'arrivée de la marchandise est devenue imminente ;

- b) dans certaines circonstances particulières justifiées par la nature des marchandises en question et par le rythme accéléré des opérations d'importation, dispenser le titulaire de l'autorisation de l'obligation de communiquer au bureau de douane compétent chaque arrivée de marchandises, sous réserve qu'il fournisse à ce bureau toutes informations que celui-ci estime nécessaires pour pouvoir exercer, le cas échéant, son droit d'examiner les marchandises. Dans ce cas, l'inscription des marchandises dans les écritures de l'intéressé vaut mainlevée.

Article 18 quater

L'autorisation visée à l'article 18 fixe les modalités pratiques de fonctionnement de la procédure et détermine notamment :

- les marchandises auxquelles elle s'applique,
- la forme des obligations visées à l'article 18 *ter* ainsi que la référence à la garantie à fournir par l'intéressé,
- le moment auquel intervient la mainlevée des marchandises,
- le délai dans lequel la déclaration visée à l'article 3, qui pourra présenter, le cas échéant, un caractère global, périodique ou récapitulatif, doit être déposée auprès du bureau de douane compétent désigné à cet effet,
- les conditions dans lesquelles les marchandises font, le cas échéant, l'objet de déclarations globales, périodiques ou récapitulatives.

PROCÉDURE DE DÉCLARATION SIMPLIFIÉE

Article 19

1. Sur demande, le déclarant est autorisé, aux conditions et selon les modalités énoncées aux articles 20 et 20 *bis*, à faire la déclaration de mise en libre pratique sous une forme simplifiée lorsque des marchandises sont présentées en douane.

La déclaration simplifiée peut avoir la forme :

- soit d'une déclaration incomplète telle que visée à l'article 6,
- soit d'un document administratif ou commercial contenant les énonciations nécessaires à l'identification des marchandises.

À la déclaration simplifiée doivent être joints tous documents à la présentation desquels est subordonnée, le cas échéant, la mise en libre pratique de la marchandise.

2. La demande visée au paragraphe 1 doit être faite par écrit et comporter tous les éléments nécessaires à l'octroi de l'autorisation.

3. Les mentions des déclarations complémentaires sont réputées constituer, avec les mentions des déclarations auxquelles elles se rapportent, un acte unique et indivisible prenant effet à la date d'acceptation de la déclaration initiale correspondante.

4. Le présent article s'applique sans préjudice des dispositions spécifiques applicables en cas de mise en libre pratique de marchandises placées sous un régime douanier économique.

Article 20

1. L'autorisation visée à l'article 19 est accordée à la personne au nom de laquelle la déclaration de mise en libre pratique est faite, pour autant qu'un contrôle efficace du respect des interdictions ou restrictions d'importation ou d'autres dispositions régissant la mise en libre pratique puisse être garanti.

2. L'autorisation est en principe refusée lorsque la personne qui en fait la demande :

- a commis une infraction grave ou des infractions répétées à la réglementation douanière,
- ne procède que de façon occasionnelle à des opérations de mise en libre pratique.

Elle peut être refusée lorsque ladite personne agit pour le compte d'une autre personne qui ne fait procéder que de façon occasionnelle à des opérations de mise en libre pratique.

3. L'autorisation est révoquée lorsque la condition visée au paragraphe 1 cesse d'être remplie. Elle peut l'être également lorsque les cas visés au paragraphe 2 se présentent.

4. Les décisions de rejet ou de révocation sont motivées par les autorités douanières.

Article 20 bis

L'autorisation visée à l'article 19 :

- désigne le ou les bureaux de douane qui acceptent les déclarations simplifiées,
- détermine la forme et le contenu des déclarations simplifiées,
- détermine les marchandises auxquelles elle s'applique ainsi que les énonciations qui doivent figurer sur la déclaration simplifiée aux fins de l'identification des marchandises,
- précise la référence à la garantie à fournir par l'intéressé.

Elle précise également la forme et le contenu des déclarations complémentaires, qui pourront présenter, le cas échéant, un caractère global, périodique ou récapitulatif, et fixe les délais dans lesquels celles-ci doivent être déposées auprès de l'autorité compétente à désigner. »

2) Dans les intitulés précédant les articles 21 et 22, les lettres « D » et « E » sont supprimées.

3) À l'article 26, le paragraphe 1 est remplacé par le texte suivant :

« 1. Les dispositions nécessaires à l'application de la présente directive sont arrêtées selon la procédure prévue aux paragraphes 2 et 3. »

Article 2

Les États membres prennent les mesures nécessaires pour se conformer à la présente directive avant le 1^{er} janvier 1993.

Les États membres communiquent ces mesures à la Commission.

Article 3

Les États membres sont destinataires de la présente directive.

Fait à Luxembourg, le 9 octobre 1990.

Par le Conseil

Le président

P. ROMITA